



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



DÉSINFODÉMIE

Déchiffrer la désinformation sur le **COVID-19**

Note d'orientation 1

Auteurs: Julie Posetti et Kalina Bontcheva

L'accès à des informations fiables et précises est essentiel dans le meilleur des cas, mais lors d'une crise telle que la pandémie actuelle de COVID-19, cela peut-être une question de vie ou de mort.

1. Introduction

Pour reprendre les mots du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, « notre ennemi est aussi la propagation croissante de la désinformation », lors de cette crise. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrit la désinformation sur la pandémie de Covid-19 comme une « infodémie massive », ce qui constitue un facteur important dans la propagation de la pandémie.

Cette note d'orientation—[la première d'une série de deux](#)— emploie le terme de désinformation pour parler en général d'un contenu erroné et qui a un impact potentiellement négatif. Ces impacts peuvent avoir des conséquences fatales durant une pandémie.

L'intention d'un individu qui produit ou partage du contenu erroné permet de faire la différence entre [désinformation et mésinformation](#). La production de contenus promettant de faux remèdes en vue d'un profit privé, représente un exemple de désinformation. Mais cela peut également être décrit comme de la mésinformation lorsque le même contenu est considéré comme vrai et est ensuite partagé avec l'intention d'être utile.

Dans le cas du COVID-19, les réponses peuvent varier selon les motivations diverses de ceux qui sont complices de désinformation et de mésinformation. Par exemple, l'éducation est un remède partiel à la mésinformation, alors que la suspension des profits générés par les escroqueries représente l'un des moyens pour réduire l'offre de désinformation. Cependant, l'impact du contenu erroné, quelque que soit les intentions, reste le même. Dans les deux cas, les personnes sont privées de leur pouvoir en étant activement désinformés, d'où les impacts très graves qui peuvent en résulter.

C'est l'attention portée aux effets néfastes des informations fabriquées ou trompeuses, plutôt que sur l'intention derrière leur création et leur diffusion, qui explique l'utilisation répétée du terme désinformation dans cette note d'orientation, ainsi que dans la [note associée](#).

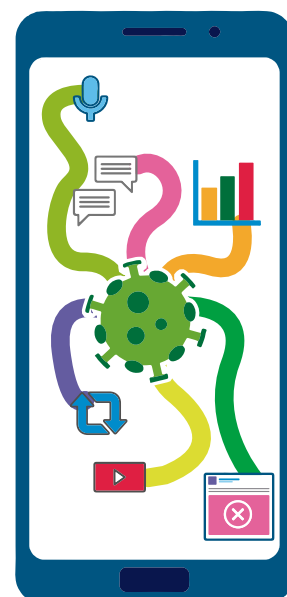
La désinformation [existait bien avant](#) le Covid-19. Les contrevérités conçues pour saper la validité de la science s'étendent de [la résurgence du 'mouvement de la terre plate'](#) à ceux qui contestent le consensus scientifique sur le changement climatique, généralement pour un gain politique ou économique étroit. Les inventions qui contaminent aujourd'hui les informations de santé publique reposent sur les mêmes outils de diffusion utilisés traditionnellement pour désinformer. Ce qui est nouveau, ce sont les thèmes et leurs impacts très directs.

La désinformation sur la COVID-19 crée une confusion sur la science médicale avec un impact immédiat sur chaque personne dans le monde et sur toutes les sociétés. Elle est plus toxique et plus meurtrière que la désinformation sur d'autres sujets. Pour cette raison, dans cette note d'orientation, nous employons le terme de **désinfodémie**.

Dans ce cadre, ce document permet d'analyser cette nouvelle menace et les multiples types de réponses déployées à l'échelle internationale. Dans ce but, nous étudierons **neuf thèmes principaux** et **quatre formats dominants** de désinformation au sujet du COVID-19, puis nous présenterons une typologie regroupant la gamme des réponses au problème en 10 catégories. Cette analyse se base sur des recherches menées par la Commission sur le haut-débit UIT-UNESCO et l'UNESCO, dont les résultats seront publiés plus tard en 2020, et qui abordent un grand nombre de sujets, types et réponses en lien avec la désinformation.

“

Si l'information permet l'autonomisation, la désinformation déresponsabilise”



Pourquoi l'accès à une information de qualité est important

Pour comprendre la désinfodémie, considérons son contraire -l'information en tant que fondement du savoir. C'est l'accès à l'information, non à la désinformation, qui donne sens et utilité au droit à la liberté d'expression pour les sociétés. Une information vérifiable et fiable, comme celle produite par la science et le journalisme professionnel, est fondamentale pour construire ce que l'UNESCO décrit comme des "Sociétés du savoir". La désinfodémie s'oppose totalement à cela.

De nos jours, l'Internet est le mécanisme de distribution clé pour la désinformation et l'information. Il soutient la fonction de transmission dans le flux de messages, grâce à laquelle la production à la fois de désinformation et d'informations fiables se connecte jusqu'à la réception de ce contenu et à l'engagement avec celui-ci.

Les institutions qui permettent cette transmission (les sociétés internet et les médias, par exemple) ne sont pas de purs transporteurs ni des plateformes, mais ils ont leurs propres intérêts spécifiques dans le contrôle et la mise en forme du flux de contenus. Leur rôle dans la transmission dépasse de plus en plus la simple réception/consommation de contenus dans un premier cycle de communication, et permet à la place l'apparition d'une spirale difficile à contrôler de reproduction et d'élaboration ultérieures de ces messages.

Dans ce contexte, on note deux aspects sur l'accès à l'Internet haut débit: le positif et le négatif.

- + La connectivité numérique à haut débit est une bouée de sauvetage pour nous aider à lutter contre la pandémie, car:**

 - Elle permet à de nombreuses personnes d'apprendre, de travailler et de maintenir des liens sociaux depuis leur domicile, en période de confinement,
 - Elle transmet des informations sur la santé publique, directement du gouvernement au public,
 - Elle permet au journalisme légitime couvrant le Covid-19 d'atteindre de vastes publics,
 - Elle lie les experts médicaux (et les intermédiaires tels que les journalistes) entre eux, en temps réel.

- En même temps, la connectivité massive apporte le danger d'une distribution virale de contenus faux et trompeurs:**

 - Dans un nombre croissant de cas, les conséquences de la désinfodémie peuvent s'avérer fatales. De nombreuses personnes ont été trompées et se sont retrouvées dans l'impossibilité de comprendre et d'appliquer des mesures préventives fondées sur la science. Des gens meurent du fait de la complaisance, ou pour avoir eu recours à de [faux 'remèdes'](#).
 - La désinformation en ligne sur le COVID-19 est instrumentalisée à des fins politiques, racistes, xénophobes, sexistes ou autres, et peut [engendrer une polarisation et favoriser la haine](#) -à un moment où l'unité mondiale est plus que jamais nécessaire.
 - Les journalistes et le personnel médical qui exposent la désinformation se retrouvent être les cibles [d'attaques alimentées par la désinformation](#).
 - Certaines réponses à la désinfodémie nuisent aux avantages que fournissent l'Internet pour exercer légitimement la liberté d'expression -un droit qui est l'un des antidotes les plus efficaces contre les faux contenus.

Contexte des droits de l'homme

Tout le monde a le droit de chercher, recevoir et partager de l'information. L'UNESCO et ses partenaires travaillent pour protéger et renforcer ce droit en:

- luttant contre la propagation de la désinformation,
- soutenant un journalisme indépendant et de qualité,
- responsabilisant les personnes grâce à l'éducation aux médias et à l'information,
- aidant les États membres à respecter les normes internationales en matière de liberté d'expression.

Ces quatre lignes d'action sont indispensables pour exercer le droit à la santé, qui est l'un des droits économiques, sociaux et culturels, reconnus par la communauté internationale. Ces lignes sont cruciales pour que l'humanité atteigne l'Objectif de développement durable (ODD) 16.10 de l'ONU, sur "l'accès public à l'information et aux libertés fondamentales". Cette cible de l'ODD contribue à renforcer d'autres ODD, notamment l'ODD 3 sur "la bonne santé et le bien-être" qui est crucial en ces temps de crise sanitaire.

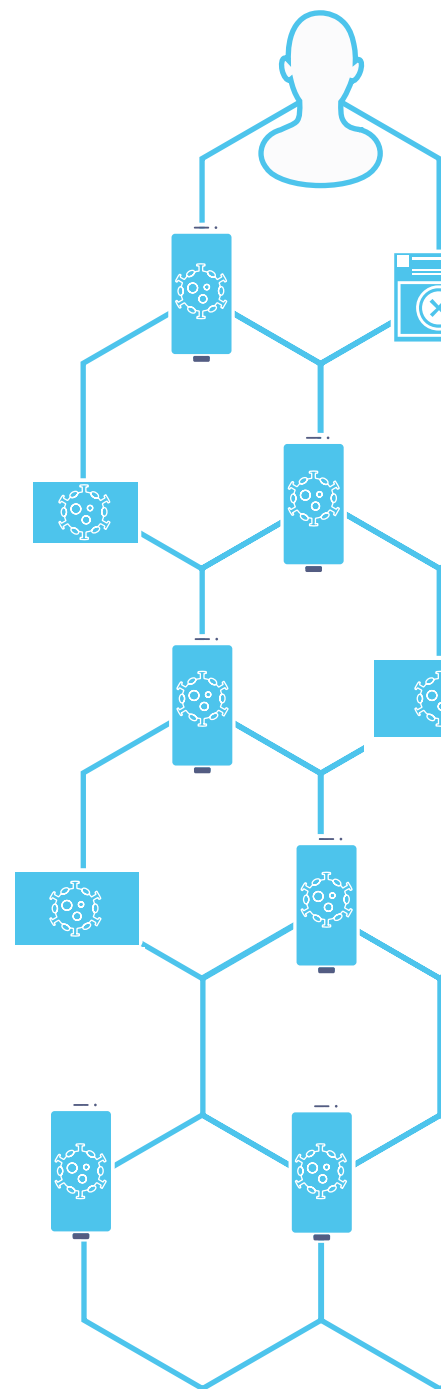
En publiant cette note d'orientation, l'UNESCO a pour but de «#ShareKnowledge»/#PartagerleSavoir afin d'aider les gens à:

- comprendre le contexte global de la désinformation sur la crise du Covid-19, et
- avoir un aperçu des types de réponses déployées et des manières dont elles sont mises en œuvre.

Pour mieux comprendre, en évaluant les défis et opportunités posés par les réponses à la désinfodémie, l'UNESCO a également publié la note d'orientation qui l'accompagne, intitulée :



DÉSINFODÉMIE:
[Dissection des réponses à la désinformation sur le COVID-19](#)



2. Le pourquoi, le quoi et le comment de la “désinfodémie” sur le COVID-19

La désinformation au sujet du COVID-19 [est déjà prolifique](#) et menace non seulement les individus mais les sociétés dans leur ensemble. Elle conduit les citoyens à s'exposer aux dangers en ignorant les avis scientifiques, elle accroît la méfiance envers les décideurs et les gouvernements et détourne les efforts des journalistes vers une réfutation réactive des mensonges plutôt que vers un apport proactif de nouvelles informations. Tout le monde est alors sur la défensive.

Les intentions derrière la désinformation sont diverses. Elles peuvent être d'ordre financier, politique, avoir pour but d'ébranler la confiance, de détourner les responsabilités, de diviser les gens et de discréditer les réponses à la pandémie. D'un autre côté, certains facteurs de la désinformation peuvent être l'ignorance, les égos individuels ou une volonté dévoyée de se rendre utile.

La désinformation qui en résulte peut être partagée par des individus, des groupes organisés, certains médias d'information et des chaînes officielles -consciemment ou non.

Souvent, la désinfodémie cache des contrevérités au sein d'informations véridiques et se déguise sous des formats familiers. Elle utilise des méthodes bien connues -qui vont des mêmes faux ou trompeurs et des fausses sources, aux pièges incitant les gens à cliquer sur des liens liés à des opérations criminelles d'hameçonnage. Le résultat est que la désinformation sur le COVID-19 affecte le contenu en général, dont celui sur l'origine, la propagation et l'incidence de la maladie, sur ses symptômes et traitements et sur les réponses des gouvernements et des autres acteurs.

Quatre formats clés types de la désinfodémie

La désinformation sur le COVID-19 a bénéficié de toute une gamme de formats pour nuire à la compréhension du public des différents aspects de la pandémie et de ses effets. Beaucoup ont été perfectionnés dans le contexte des [campagnes anti-vaccins](#) et de la [désinformation politique](#). Ils introduisent fréquemment des contrevérités dans la conscience publique en se concentrant sur les croyances plutôt que sur la raison et sur l'émotion plutôt que sur la déduction. Ces narratifs se basent sur des préjugés, la polarisation et l'identité politique, ainsi que sur la crédulité, le cynisme et à la recherche par les individus d'une explication simple face à une grande complexité et au changement. Cette contamination se propage sous forme de textes, d'images, de formats vidéo et audio. Les principaux formats types de la désinfodémie sont:



1. Récits et mèmes à narratif émotionnel

[Fausses allégations avec des récits](#)

[textuels](#) qui combinent souvent un langage émotionnellement fort avec des contrevérités et/ou des informations incomplètes et des opinions personnelles, ainsi que des éléments de vérité. Ces formats sont particulièrement difficiles à identifier dans des [applications de messageries fermées](#).



2. Sites Web inventés et identités faisant autorité

Fausses sources, des ensembles de données contaminés et de [faux sites Web de gouvernements ou d'entreprises](#), ainsi que des sites Web qui publient des informations apparemment fiables sous la forme d'articles signalant, par exemple, [de faux cas de COVID-19](#).



3. Images et vidéos frauduleusement modifiées, inventées ou décontextualisées

[Utilisées pour créer de la confusion et une méfiance générale](#) et/ou susciter de fortes émotions à travers des mèmes viraux ou de fausses histoires.



4. Des campagnes orchestrées d'infiltration et de désinformation

Ces dernières visent à [semer la discorde](#) dans les communautés en ligne, promouvoir le nationalisme et des agendas géopolitiques, récolter illégalement des données personnelles sur la santé et à but d'[hameçonnage](#), obtenir des gains monétaires par les [spams](#) et les publicités pour de [faux remèdes](#). Ces formats pourraient aussi inclure l'amplification artificielle et l'antagonisme à travers des bots et des trolls dans le cadre des campagnes organisées de désinformation.

Neuf sujets clés de la désinfodémie

Cette recherche a identifié neuf thèmes clés présents dans les contenus associés avec la désinfodémie. Ces thèmes sont fréquemment liés au racisme et à la xénophobie.



1. Origines et propagation du coronavirus et du COVID-19

Bien que les scientifiques aient identifié les premiers cas du nouveau Coronavirus (virus qui cause la maladie COVID-19) en relation avec un marché aux animaux dans la ville chinoise de Wuhan, il existe de nombreuses théories du complot qui blâment d'autres acteurs et d'autres causes. Celles-ci vont de la mise en cause du [réseau 5G](#) à celle [des fabricants d'armes chimiques](#). L'utilisation d'une dénomination comme « virus chinois » au lieu d'une terminologie neutre, met l'accent sur le lieu, en faisant du nom un adjectif, dans un écho historique à d'anciennes pandémies qui ont donné [un sens biaisé à un nom](#).



5. Science médicale : symptômes, diagnostic et traitement

Ce sujet comprend la désinformation [dangereuse à propos de l'immunité, la prévention, les traitements et les remèdes](#). Par exemple, d'innombrables mêmes affirment que boire ou se gargariser avec de l'urine de vache, de l'eau chaude ou salée, pourrait empêcher l'infection d'atteindre les poumons. [Cela n'est simplement pas possible](#).



2. Statistiques fausses et trompeuses

Souvent connectées à [l'incidence déclarée de la maladie](#) de la maladie et des taux de mortalité.



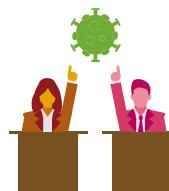
6. Impacts sur la société et l'environnement

Ce thème comprend une gamme de désinformation qui va d'informations déclenchant la panique des consommateurs, de [fausses informations sur les confinements](#), à la réapparition présumée de dauphins dans les canaux de Venise.



3. Impacts économiques

Ce sujet comprend la diffusion de fausses informations sur les impacts économiques et sanitaires de la pandémie, des suggestions selon lesquelles l'isolement social n'est pas économiquement justifié et même certaines affirmations selon lesquelles le COVID-19 créerait des emplois.



7. Politisation

L'information est présentée d'un seul point de vue, en termes uniquement positifs, dans le but de nier l'importance des faits qui sont inconfortables pour certains acteurs au pouvoir. Parmi les autres informations erronées conçues pour induire en erreur à des fins politiques, nous pouvons citer l'assimilation du COVID-19 à la grippe, des allégations infondées sur la durée probable de la pandémie et des allégations sur la disponibilité ou non des tests et du matériel médical.



4. Discréditer les journalistes et les médias crédibles

Cette question est souvent associée à la désinformation politique avec des accusations non fondées selon lesquelles les médias eux-mêmes sont dédiés à la désinformation. Ce comportement comprend des calomnies dirigées publiquement contre les journalistes mais est également utilisé par des campagnes de désinformation moins visibles pour ébranler la confiance portée à des informations vérifiées produites dans l'intérêt du public. Les attaques contre les journalistes en période de COVID-19 ont été [associées à des répressions](#) contre la couverture critique des acteurs politiques et des États.



8. Contenu promu par des acteurs recherchant un gain financier frauduleux

Les arnaques en ligne qui [cherchent à voler les données privées des personnes](#).



9. La désinformation focalisée sur les célébrités

Ce sujet comprend de fausses nouvelles concernant [des acteurs diagnostiqués atteints](#) de COVID-19.

3. Détailler les réponses à la désinformation sur le COVID-1

Dans cette note d'orientation, les réponses identifiées à la désinformation sont catégorisées selon leurs intentions, plutôt qu'en termes d'acteurs responsables (par exemple, entreprises de communication par internet, gouvernements ou ONG). Certains acteurs offrent plusieurs de ces réponses.

D'après les recherches conduites par les auteurs d'un futur rapport de la Commission sur le haut-

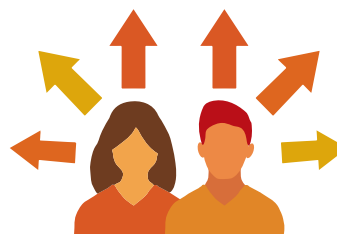
débit UIT-UNESCO, une typologie hiérarchique des réponses à la désinformation a été élaborée. Dans la note d'orientation associée à celle-ci, et [disponible ici](#), chaque catégorie de réponse est évaluée en termes de ses forces et faiblesses générales, y compris en lien avec le droit fondamental à la liberté d'expression.

Au total on identifie 10 types de réponses qui se regroupent en quatre catégories générales:



3.1 Identification de la désinformation

- a) Suivi et vérification des faits
- b) Enquêtes



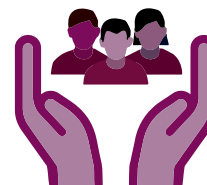
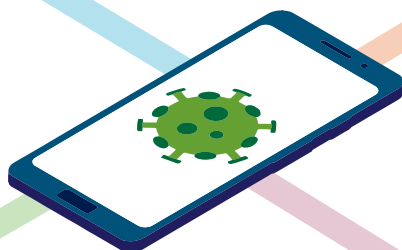
3.2 Producteurs et distributeurs

- a) Réponses législatives, pré-législatives et politiques
- b) Campagnes de contre-désinformation nationales et internationales



3.3 Production et distribution

- a) Curation
- b) Réponses techniques et algorithmiques
- c) Réponses économiques



3.4 Soutien aux publics cibles de la désinformation

- a) Réponses éthiques et normatives
- b) Réponses pédagogiques
- c) Efforts de responsabilisation et de certification de crédibilité



3.1 Réponses axées sur l'identification de la désinformation sur le COVID-19

Les réponses d'identification indiquent quel contenu constitue une désinformation sur le COVID-19 et nécessite une surveillance et une analyse des canaux d'information (par exemple, les médias sociaux, les applications de messagerie, les médias d'information, les sites Web ...). Certaines des réponses de cette catégorie impliquent une vérification des faits qui est généralement suivie d'une démystification. Cela implique de révéler des images fausses ou décontextualisées ou de fausses déclarations, puis de vérifier pourquoi elles sont fausses et de révéler le mensonge au public. Un autre type de réponse dans cette catégorie consiste à révéler des campagnes de désinformation secrètes et coordonnées.

3.1.a. Suivi et vérification des faits

Le suivi et la vérification des faits sont généralement le produit d'organisations indépendantes de vérification, d'organisations de presse, de plateformes, d'universités et d'organisations de la société civile, ainsi que de partenariats entre elles. De telles réponses ont mobilisé un effort à grande échelle impliquant les organisations de vérification de faits de plus de 70 pays et qui ont été coordonnées par le Réseau international de vérification des faits (IFCN), l'Organisation mondiale de la santé, des plateformes de médias, des ONG, des gouvernements et des médias. [WhatsApp](#), [Facebook](#), [Google](#), et [Twitter](#) ont récemment promis de faire un don aux vérificateurs de faits et aux journalistes afin d'aider à révéler la désinformation.

3.1.b. Enquête

Les enquêtes vont au-delà du fait de savoir si un certain contenu est (au moins partiellement) faux (vérification des faits) ou si la source est fiable et objective (étiquetage de crédibilité) et d'effectuer l'exercice de démystification. Ces réponses creusent en profondeur le rôle des campagnes de désinformation coordonnées, y compris celui des acteurs qui les ont créés, le degré et les moyens de propagation, les moyens financiers impliqués et les communautés affectées.

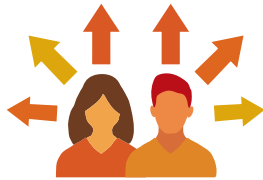
En raison de la nature du journalisme d'investigation, plus profonde et plus coûteuse en ressources, et de la chronologie de la pandémie, il y a moins d'enquêtes à propos du COVID-19 que d'efforts plus directs de vérification des faits et de contrôle. Cependant, les organisations spécialisées dans les investigations

Le contrôle et la vérification de faits à travers les réseaux sociaux sont des outils essentiels pour mesurer et comprendre la désinfodémie, car ils dévoilent les sujets en constante évolution de la désinformation virale. Par exemple, entre janvier et mars 2020, plus de [1500 contrevérités en ligne liées au COVID-19](#) ont été vérifiées et démenties à l'initiative du Réseau international de vérification des faits (IFCN) qui couvre actuellement plus de 70 pays.

Bien qu'elles tirent parti des logiciels et des outils d'automatisation, les vérifications des faits dépendent toujours de manière prédominante de jugements humains de professionnels hautement qualifiés, employés par des organisations indépendantes ou des médias d'information. Cela atténue généralement le risque de détérioration de l'objectivité et de [violation de la liberté d'expression](#) (un droit qui ne s'applique pas uniquement aux informations véridiques). La vérification des faits ne s'applique pas aux opinions et ne contredit pas le pluralisme sous la forme de différents récits qui mobilisent et interprètent les faits dans des cadres de compréhension spécifiques. Cependant, la vérification des arguments les plus complexes, tels que la question de savoir si les masques constituent une bonne protection en général pour les citoyens, a mis en évidence la difficulté de cette tâche car certains vérificateurs ont décidé que cette affirmation était fausse. En même temps, certains scientifiques ont affirmé que cela contredit l'exemple de Hong Kong où l'utilisation générale des masques a été institutionnalisée dès le début de la pandémie. Une des raisons a été la crainte que le port de masque crée un faux sentiment de sécurité et affaiblisse ainsi d'autres mesures telles que la distanciation sociale. Une autre dimension de la controverse est que les tentatives de vérification des allégations concernant les masques pourraient réduire la confiance des citoyens dans les sources officielles et pourraient, potentiellement, exacerber les attaques racistes contre les personnes visiblement d'origine asiatique, associées à l'utilisation de masques.

commencent à publier leurs premières découvertes. Cela inclut, par exemple, certaines [ONG](#), des [médias](#), des ['think tanks'](#), et des [recherches conjointes](#) entre les universités et les médias indépendants.

Les sujets étudiés comprennent les campagnes de désinformation sur le COVID-19 lancées par [les médias d'État](#), [les mouvements extrémistes](#), [les réseaux anti-migrants et d'extrême droite](#). Ces campagnes opèrent au sein des principales sociétés de communication, notamment Twitter (publications ouvertes et messagerie directe), Facebook (les profils, les groupes, les pages et Messenger), YouTube (vidéos et commentaires), WhatsApp, et Instagram (publications ouvertes et messagerie privée), malgré les efforts de ces sociétés pour lutter contre la désinfodémie.



3.2 Réponses concernant la production et la distribution de la désinformation sur le COVID-19

Cette catégorie de réponses se concentre sur l'utilisation du pouvoir politique pour faire face à la désinformation sur le COVID-19, avec le but de créer un écosystème plus vaste d'information et de contenus. Les États individuels ont été des acteurs clés dans ce domaine. Leurs réponses comprennent l'introduction de sanctions pour certains

cas, d'incitations pour d'autres, et d'initiatives proactives sous la forme de contre-désinformation. Ces réponses visent généralement la production et distribution de désinformation. Elles vont des interventions qui criminalisent la désinformation sur le COVID-19 à l'augmentation de l'offre disponible d'information sur la santé publique et, plus rarement, au soutien à des médias indépendants. Les réponses plus restreintes ont des implications sur la liberté du journalisme et des médias dans le monde.

Bien que l'objectif exprimé dans cette catégorie de réponses soit de lutter contre les contrevérités en s'adressant à ceux qui les créent, certains acteurs contribuent eux-mêmes à la désinfodémie et d'autres profitent de la pandémie pour justifier des atteintes à la liberté d'expression qui pourraient se poursuivre indéfiniment.

3.2.a. Réponses législatives, pré-législatives et politiques

Cette catégorie couvre les interventions réglementaires et juridiquement exécutoires dans chaque État. Par exemple, un ensemble de mesures a été mis en place pour prévenir et punir les actes de désinformation sur le COVID-19. Ces mesures comprennent la criminalisation des actes de production ou de partage d'informations jugées fausses, trompeuses et/ou qui contredisent les communications officielles du gouvernement concernant le COVID-19. Elle contient également des instructions pour les compagnies de communication sur Internet sur la façon de supprimer du contenu. D'autres réponses politiques comprennent un soutien important aux médias d'information en tant que barrières contre la désinformation.

Les mesures prises sont des décrets d'urgence qui confèrent aux dirigeants politiques de nouveaux pouvoirs étendus et l'application des règles d'urgence pour la désinformation sur le COVID-19 qui permet des arrestations, des amendes et l'emprisonnement pour des infractions connexes.

Partout dans le monde, les États ont adopté des lois ou des règlements qui permettent la poursuite judiciaire en cas de production ou diffusion de désinformation, avec [des peines de prison](#) pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Ces mesures comportent le risque [d'entraver également le journalisme légitime](#). Dans certains pays, des journalistes indépendants ont déjà été arrêtés, détenus, ou déportés en vertu de ces lois, dans le cas d'États répondant à ce qu'ils considéraient comme de fausses informations. Ces États risquent également de violer plus largement la liberté d'expression, en raison des défis qu'impliquent la prise de mesures d'urgence afin de faire face aux

menaces pour la santé et la sécurité publique. Cependant, les normes et standards internationaux exigent, même en temps de crise, le respect des droits humains, tels que le droit d'accéder à l'information, et que toute limitation de ces droits doit être pleinement justifiée, mais également légale, nécessaire et proportionnelle au but recherché.

D'autres types de réponses ont inclus des politiques pour soutenir les médias d'information. En voilà quelques exemples:

- Compte tenu de [l'impact négatif de la crise sur le secteur des médias](#), ainsi que la reconnaissance de la valeur sociale au maintien des médias, plusieurs pays ont commencé à prendre des décisions. Par exemple, le Canada [accélère les allègements fiscaux](#) pour les médias et investit de l'argent dans la publicité spécifiquement destinée aux médias d'information. L'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information ([WAN-IFRA](#)) a identifié des aides d'État ou des allègements fiscaux qui soutiennent les médias et les employeurs des médias au Danemark, en Belgique, en Hongrie et en Italie.
- Il existe une [demande croissante](#) pour ce type de réponses politiques, caractérisées par la persévérance dans l'exigence de transparence, d'impartialité et d'indépendance de ces mécanismes de soutien. Il existe aussi des recommandations de soutien aux médias de service public.
- Il existe des cas où, avec le soutien de [donateurs publics](#), certaines ONG ont consacré des fonds aux journalistes en danger et à la couverture du COVID-19.
- Dans certains pays, de grandes entreprises de communications Internet offrent de [petites contributions](#) à l'industrie des médias pour aider à couvrir la crise.



La plus grande erreur que chacun d'entre nous puisse faire dans ce genre de situation est de mésinformer ”
- l'ancien Président des États-Unis, Barack Obama

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) répond activement à la désinformation sur le COVID-19 en publiant des listes de cas vérifiés et démentis.

3.2.b. Campagnes nationales et internationales contre la désinformation

Ce type de réponses se concentrent sur le développement de récits contraires pour contester la désinformation sur le COVID-19 et cherchent à mobiliser les communautés en ligne pour aider à diffuser des informations officielles sur la santé publique, ainsi que pour démentir le contenu considéré faux. Des partenariats ont été créés entre différentes entreprises du secteur de la communication Internet et les autorités pour garantir des canaux interactifs pour le contenu officiel. Les mesures dans cette catégorie comprennent des campagnes et la création d'unités spéciales chargées de produire du contenu pour lutter contre la désinformation.

Quelques exemples:

- Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé [l'Initiative de réponse des Nations Unies dans le domaine de la communication](#) « afin d'inonder Internet de faits et de contenu scientifique », tout en luttant contre le fléau grandissant de la mésinformation qu'il décrit comme « un poison qui met encore plus de vies en danger ». Les Nations Unies ont également [appelé des créatifs](#) à produire des contenus qui incluent le terme 'démystifier'.
- L'UNESCO a produit un contenu en langues locales intitulé '[Destructeur de mésinformation](#)'.
- Le gouvernement sudafricain a décrété que tout site Web fonctionnant avec un nom de domaine de premier niveau zaDNA doit avoir une page de destination avec un lien visible vers www.sacoronavirus.co.za (site national sur le COVID- 19).
- Le gouvernement britannique dispose d'une 'cellule contre la désinformation' composé d'experts du gouvernement et du secteur des technologies. Il comprend une '[unité de réponse rapide](#)' conçue pour « mettre fin à la propagation de contrevérités et de rumeurs qui pourraient coûter des vies ».
- Le gouvernement indien a lancé un [chatbot WhatsApp](#) conçu pour lutter contre la désinformation liée au COVID-19.



3.3 Réponses à la désinformation sur le COVID-19 au sein de la production et de la distribution

Ces réponses se concentrent sur les actions au sein des institutions primaires dans le domaine des communications -telles que celles des médias d'information, des réseaux sociaux, des messageries sociales et des moteurs de recherches. Loin d'être à l'abri de la désinformation, toutes ces entités sont susceptibles d'être des vecteurs de 'l'infection de désinformation'. Conscientes de cela, beaucoup de ces entités préparent des réponses liées à la curation (c'est à dire la correction et la modération du contenu). Cela modifie la présence et l'importance de différents types de contenu et, dans de nombreux cas, la technologie est utilisée en soutien aux politiques et aux pratiques. Dans certains cas, leurs réponses sont conçues pour réduire les incitations financières des acteurs cherchant à tirer profit de la désinformation sur le COVID-19.

Mise en œuvre stricte des politiques des entreprises de communications d'Internet et adoption d'actions d'urgence:
Plusieurs entreprises d'Internet (Facebook, Google, LinkedIn, Microsoft, Reddit, Twitter) ont décidé de collaborer à une déclaration commune du secteur dans le but de lutter conjointement contre la fraude et la désinformation sur leurs sites.

3.3.a. Curation

Ces réponses à la désinfodémie impliquent des changements pour réduire la diffusion de la désinformation sur le COVID-19 par l'intermédiaire des services des sociétés Internet et de diriger les utilisateurs et le public vers des sources faisant autorité en matière de santé publique. Quelques exemples de ces mesures:

- L'ONG First Draft a fait [une liste](#) sur la manière dont les onze principales plateformes d'Internet répondent à ce qu'elles décrivent comme de la 'més- et désinformation' au sujet de la pandémie du COVID-19. Les principales actions identifiées incluent l'éviction des fournisseurs évidents de désinformation et la promotion d'autorités crédibles grâce à des espaces publicitaires gratuits et à d'autres mécanismes.
- [WhatsApp continue à rencontrer des difficultés](#) pour surveiller ou modérer les messages sur sa plateforme cryptée bien qu'elle étudie les possibilités d'offrir à ses utilisateurs des accès à des liens de vérification des faits.
- CrowdTangle -une entreprise du groupe Facebook dédiée au suivi analytique de contenu- a ouvert ses tableaux de bord au public sur le sujet du COVID-19. Cela s'applique au contenu Facebook et Instagram et facilite les enquêtes et les rapports sur la désinfodémie.

La curation de contenus par les entreprises de communication Internet peut être évaluée en fonction des [recommandations du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression](#), qui demandent des garanties pour éviter la suppression de contenu légitime dans des actions de 'censure privée'.

Les réponses en matière de curation sont également un élément majeur des stratégies des entreprises des médias pour lutter contre la désinfodémie.

Quelques exemples:

- Des [lettres d'information thématiques](#) qui compilent les meilleurs rapports, enquêtes et démystifications sur la base d'un calendrier régulier.
- Des [podcasts qui démystifient](#) de fausses informations grâce à la vérification de faits, des entretiens, des examens de données et des informations fiables de santé publique sur le COVID-19.
- Des [blogs live](#), des [listes actualisées](#) régulièrement et des [bases de données](#) de désinformation démentie de par le monde.
- [Des curation spécialisées](#) qui centralisent les ressources, les conseils et les rapports explicatifs sur la pratique d'un journalisme mené en toute sécurité, de manière éthique et efficace en cette période de pandémie.

3.3.b. Réponses algorithmiques et techniques

Ces réponses désinfodémiques utilisent l'automatisation (par exemple, les plugins de navigateurs, les applications mobiles) et/ou l'intelligence artificielle (IA) pour détecter et limiter la diffusion de la désinformation ou pour fournir un contexte ou des informations supplémentaires sur les publications et autres éléments individuels. Elles peuvent être mises en œuvre par les sites de réseaux sociaux, ainsi que par les moteurs de recherche et les fournisseurs tiers (tels que les plugins de navigateur et les applications mobiles). Certains médias d'information et organisations de vérification des faits utilisent des outils automatisés pour accélérer la vérification des faits et du contenu sur le COVID-19.

- [Le plugin de navigateur](#) de l'Agence France Presse (AFP) InVID / WeVerify aide à démentir la désinformation sur le COVID-19 dans de nombreux pays (États-Unis, France, Inde, Portugal, Pays-Bas, Colombie, Équateur, Iles Maurice) et en différentes langues (anglais, français, espagnol, néerlandais et portugais, etc) grâce à de nombreux vérificateurs de faits et organismes de presse (AFP, France24, The Quint, Boom, India Today, L'Express, Channel 1, Volkskrant, etc).

- [De nombreux autres outils sont répertoriés dans la boîte à outils de base de FirstDraft](#), notamment des programmes utilitaires pour la vérification des images et des vidéos, l'identification de la géolocalisation, des outils de transparence publicitaire et des tableaux de bord COVID-19.

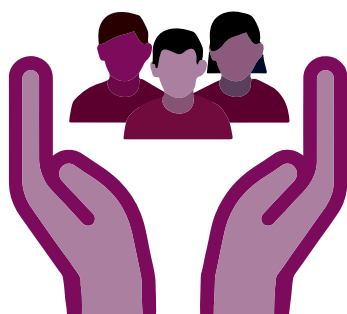
La crise du COVID-19, couplée à une [force de travail réduite](#), a également posé un défi aux entreprises d'Internet qui gèrent les contenus. Par conséquent, elles dépendent davantage de la modération automatisée du contenu pour identifier la désinformation sur le COVID-19. [Facebook a mis en garde](#) sur le fait qu'il y aura 'plus d'erreurs' et que l'entreprise ne va pas pouvoir garantir aux utilisateurs qui font appel pour avoir été éliminés automatiquement de pouvoir recourir à un processus de révision avec un intermédiaire humain. [Google](#), [Twitter](#) et [YouTube](#) ont fait des annonces similaires. Lorsqu'il y a des erreurs automatisées (par exemple [la suppression](#) de la publication d'un utilisateur qui comprend un lien vers un site web d'information légitime sur le COVID-19), la disparition du droit de recours et l'absence d'un mécanisme de correction solide portent atteinte à la liberté d'expression des utilisateurs. Cela va à l'encontre de l'une [des obligations essentielles des entreprises soulignée par le Rapporteur Spécial des Nations Unies](#) sur la liberté d'opinion et d'expression.

3.3.c. Réponses économiques

Cette catégorie de réponses concerne les mesures visant à empêcher tout profit obtenu grâce à la désinformation, d'éliminer les incitations à créer des clickbaits (pièges à clics), de faux sites d'actualités et d'autres types de désinformation en vue de profits financiers.

Jusqu'à présent, il existe deux principaux types de réponses économiques : les interdictions de publicité et la démonétisation du contenu sur le COVID-19.

- Alors que Facebook n'interdit pas la désinformation sur les publicités politiques, dans ce cas, l'entreprise ([ainsi que Google](#)) a pris des mesures pour limiter la désinformation sur le COVID-19 dans les annonces de Facebook et Instagram et pour réduire les possibilités d'obtenir un [profit économique grâce à la pandémie](#). Les annonces pour des kits de test, de gel nettoyant, de masques et de 'remèdes' avec des prix accrus, qui sont souvent promus par des annonces 'pièges à clics' de désinformation sont donc exclues. Cependant, grâce à la méthode automatisée utilisée pour le filtrage publicitaire, les annonceurs illicites ont trouvé des moyens de [contourner l'interdiction](#) en [utilisant l'automatisation](#), des mots synonymes et en piratant les comptes d'utilisateurs.
- Les efforts de démonétisation de Google et Bing ont également été manipulés et leurs moteurs de recherche montre quelques fois des sites qui vendent [des produits douteux liés au COVID-19](#).
- Google et Twitter ont également institué une interdiction générale de toutes les annonces liées au coronavirus et au COVID-19, à l'exception de celles publiées par des entités gouvernementales ou d'autres sources officielles autorisées. Cela a eu pour effet indésirable d'empêcher d'autres entités légitimes de lancer des campagnes d'information utiles par le biais de publicités. En conséquence, [Google a suspendu son interdiction](#) début avril. [Twitter n'a pas modifié sa position](#) au même moment : « Twitter interdit tout contenu promu faisant référence au COVID-19. Les seules exceptions à cette interdiction sont les annonces de service public approuvées, émanant du gouvernement et d'entités supranationales, des médias qui ont actuellement une certification d'exemption pour le contenu politique et de certaines organisations qui ont un partenariat avec l'équipe règlementaire de Twitter ».
- Au-delà de la publicité, [YouTube a pris des mesures](#) pour assurer la monétisation éthique du contenu mentionnant ou présentant le COVID-19 en demandant à ses auteurs de vérifier toutes les données et de suivre ses directives. Lorsque des violations sont détectées, la société supprimera le contenu incriminé concernant le COVID-19, limitera sa monétisation ou désactivera temporairement la monétisation de la chaîne.



3.4 Réponses visant à soutenir les publics cibles de campagnes de désinformation sur le COVID-19

Cette catégorie de réponses à la désinfodémie sur le COVID-19 inclut des recommandations, des résolutions, le développement de l'éducation aux médias et à l'information et des initiatives pour certifier la crédibilité des contenus. Toutes ces réponses s'adressent aux publics cibles de la désinformation, y compris les communautés en ligne, les médias d'information et leurs publics.

3.4.a. Réponses éthiques et réglementaires

Ce groupe de réponses comprend la condamnation publique d'actes de désinformation ou des recommandations et résolutions visant à contrecarrer de tels actes. Ces réponses comprennent des déclarations de Rapporteurs spéciaux des Nations Unies, de fonctionnaires de l'OMS et de dirigeants politiques. En outre, il y a eu des appels à [renforcer le comportement éthique](#) au sein du journalisme et pour que les entreprises de communications Internet prennent davantage de mesures.

Ces réponses ont pris la forme de déclarations, discours ou articles cherchant à empêcher le partage de la désinformation, à renforcer les normes de liberté d'expression pendant la crise et à adapter les normes éthiques pour faire face aux nouveaux défis dans les réponses à la désinfodémie.



Soulignant la mission des médias d'information, un appel dirigé aux journalistes en Inde déclare : « Plus d'un milliard de personnes s'attendent à ce que nous soyons présents pour observer, rapporter, publier, enregistrer pour la postérité, sonner l'alerte pour les injustices et les défaillances de l'état ».

Quelques exemples:

- Une [déclaration conjointe](#) d'experts internationaux, dont David Kaye, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, Harlem Désir, Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias et Edison Lanza, Rapporteur spécial de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) pour la liberté d'expression: « Les gouvernements doivent promouvoir et protéger l'accès et la libre circulation des informations pendant la pandémie ».
- Des appels des rédacteurs en chef, journalistes et universitaires spécialisés dans le domaine des médias pour cesser de faire intervenir en direct des acteurs politiques qui diffusent de la désinformation lors de leurs discours et conférences de presse, en raison de l'impossibilité pour les médias de vérifier les faits et de les démentir en temps réel.
- Des décisions sans précédent d'entreprises de communications Internet afin de modifier ou de supprimer les enregistrements de dirigeants politiques diffusant des informations erronées sur le COVID-19.



Le Centre international des journalistes (ICFJ) a lancé un [Forum mondial du reportage sur la crise sanitaire mondiale](#) qui comprend un centre interactif et multilingue afin que des milliers de journalistes à travers le monde puissent soutenir des reportages éthiques et éclairés grâce à un accès direct à des sources fiables d'expertise scientifique et médicale et faciliter le partage des connaissances et la vérification des faits/démystification collaborative, en référence au COVID-19.

3.4.b. Réponses pédagogiques

Ces réponses visent à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information des citoyens, ce qui consiste à développer des capacités de réflexion critique et de vérification numérique. D'autres réponses visent à former les journalistes car ils sont à la fois des victimes potentielles et des défenseurs clés dans les efforts de désinformation sur le COVID-19. Dans le contexte de la désinfodémie, de nombreuses mesures éducatives sont dispensées sous forme numérique, utilisant souvent les mêmes environnements en ligne où prolifère la désinformation (par exemple, les réseaux sociaux). Ces réponses proviennent notamment du service public et de projets d'éducation à l'information à travers le monde, des médias, des ONG spécialisées dans le domaine des médias, des écoles de journalisme ainsi que des gouvernements.

Voici des exemples de ce que des projets d'éducation aux médias et à l'information peuvent proposer:

- Le journal pakistanais Dawn a publié un [petit guide du citoyen](#) pour survivre à la désinfodémie, en tant qu'acte d'éducation aux médias numériques.
- La London School of Economics (LSE) a publié un guide pour [aider les enfants à s'y retrouver parmi les informations erronées sur le COVID-19](#), destiné aux familles contraintes à éduquer leurs enfants à la maison à cause de la pandémie.

Des interventions de formation pour les journalistes se concentrant sur la vérification des sources et des faits et sur le reportage éthique sur la santé. Quelques exemples:

- L'UNESCO a fait réaliser des traductions en plusieurs langues de son manuel « [Journalisme, 'fausses nouvelles' et désinformation](#) » par contribution volontaire (crowdsourcing), en réponse à la désinfodémie.
- Le site de FirstDraft, [Ressources d'informations sur le Coronavirus](#), comprend une 'base de données vérifiées', une liste de sources vérifiées, des webinars pédagogiques sur la manière de couvrir la pandémie et des outils et guides pour aider à la vérification et la démystification sur le COVID-19.
- Le Centre africain pour l'excellence des médias (ACME) tient à jour une [liste organisée de ressources](#), d'outils, de suggestions et de sources liées aux reportages sur le COVID-19, y compris un recueil de faits.
- L'ONG afghane NAI a produit « [Les fondements de la performance journalistique pendant le COVID 19](#) »
- Le groupe de recherche Données et société a produit une fiche de [10 suggestions pour les journalistes](#) couvrant la désinformation.

3.4.c. Efforts de responsabilisation et de certification de crédibilité

Les réponses pour la responsabilisation et pour certifier la crédibilité sont complémentaires aux réponses pédagogiques. Elles se concentrent spécifiquement sur les outils de vérification de contenus et sur les indicateurs de contenus sur Internet afin d'autonomiser les citoyens et les journalistes pour éviter qu'ils ne soient piégés par la désinformation sur le COVID-19. Ces réponses encouragent aussi les bonnes pratiques dans les entreprises de médias lorsqu'elles publient des informations. Une réponse largement utilisée est le "balisage", qui consiste à fournir des liens vers des sources d'information fiables. Par exemple:

- La Faculté de médecine de Harvard, qui [identifie les indicateurs de sources d'information fiables](#) et explique comment les repérer.

Ceci est complété par des efforts pour certifier la crédibilité des sites Web afin d'aider les citoyens à juger rapidement ceux auxquels ils ne peuvent pas faire confiance. Par exemple:

- La société NewsGuard a mis en place un [centre de suivi de la désinformation liée au Coronavirus](#) qui signale les sites "d'information" et "d'actualités" aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Allemagne qui ont été identifiés par la société comme publiant de la désinformation COVID-19. La société s'est associée à British Telecom et au ministère britannique de la culture, des médias et des sports afin d'aider à populariser cet effort au Royaume-Uni.

4. Conclusion

Cette note d'orientation a présenté deux typologies pour comprendre la désinfodémie:

- Premièrement, cette analyse a identifié **neuf thèmes clé** et **quatre types de formats** principaux qui prévalent dans la désinformation sur la crise du COVID-19. Ces thèmes vont des fausses informations sur les origines du virus, son incidence, les symptômes et les remèdes jusqu'aux attaques politiques contre les journalistes. Les formats utilisés comprennent des modalités familières : des constructions narratives très fortes émotionnellement et des memes, des images et vidéos inventées, frauduleusement modifiées ou décontextualisées, des campagnes organisées d'infiltration et de désinformation et de faux sites Web, ensembles de données et sources.
- Deuxièmement, afin de comprendre l'éventail des réponses à la désinfodémie, cette analyse regroupe ces interventions en **10 catégories**. Celles-ci, à leur tour, se répartissent en quatre catégories principales:
 - » Suivi et enquête (qui aident à identifier la désinformation sur le COVID-19, à la démentir et à l'exposer)
 - » Lois, réglementations et réponses des États visant à combattre la désinfodémie (qui représentent ensemble la gouvernance des écosystèmes)
 - » Curation, réponses technologiques et économiques (pertinentes pour les politiques et pratiques des institutions de médiation de contenu)
 - » Réponses normatives et éthiques, éducatives, de responsabilisation et de crédibilité (ces réponses sont spécialement destinées aux publics cibles de la désinformation).

Le but de cette note d'orientation est de présenter une structure pour comprendre la désinfodémie sur le COVID-19 et les réponses possibles, en mettant en évidence les pratiques liées aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, le droit à la santé et le droit à la liberté d'expression. L'ODD 16.10 appelle à « un accès public à l'information et aux libertés fondamentales ».

Pour poursuivre l'analyse et l'évaluation des types de désinformations présentés ici, l'UNESCO a élaboré [une note d'orientation connexe à celle-ci](#).

Cette deuxième note d'orientation suggère des options d'action pour les États, les médias, la société civile et les chercheurs.

Ensemble, ces deux documents sont conçus pour aider les organisations intergouvernementales, les États, la société civile, les médias d'information et autres, à faire face à la désinfodémie qui nourrit la maladie et le désarroi aujourd'hui dans le monde.



Le Programme de communication et d'information pour lequel l'UNESCO est mandaté semble plus pertinent que jamais en ce qui concerne la désinfodémie. Le travail en cours implique:

- la liberté d'expression et la sécurité des journalistes – il s'agit de promouvoir un journalisme de qualité libre, pluraliste, indépendant et sûr, antidote à la désinformation (et également aux réactions excessives qui peuvent restreindre l'expression de manière injustifiée).
- l'accès à l'information – il s'agit de favoriser la transparence et la divulgation proactive par les gouvernements, ce qui permet de produire des informations d'origine officielle faisant autorité, comme alternative aux rumeurs et aux mensonges.
- les innovations numériques et les technologies – il s'agit d'examiner comment la technologie produit, hiérarchise, partage et évalue les informations (et la désinformation).
- le développement des médias et de la société – il s'agit de favoriser la résilience grâce à l'éducation aux médias et à l'information, en faisant progresser l'égalité des genres dans et par les médias, et les médias communautaires, vecteurs essentiels du pluralisme des médias.

L'action de l'UNESCO contre la désinfodémie

En réponse à la crise, le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO a [intensifié ses travaux](#) concernant les dimensions « offre », « demande » et « transmission » de la « désinfodémie ».

Du côté de l'« offre », le secteur s'efforce de souligner que, pour contrer les rumeurs, les gouvernements peuvent renforcer la transparence officielle et accroître la divulgation proactive et l'ouverture des données, conformément à la législation et à la politique en matière de droit à l'information. En effet, dans cette crise, l'accès à l'information d'origine officielle est essentiel pour la crédibilité et les communications.

Cependant, cet important domaine d'action « offre » ne se substitue pas aux informations produites par les médias. Par conséquent, le Secteur cherche à convaincre les autorités de considérer le journalisme libre et professionnel comme un allié dans la lutte contre la désinformation. En effet, les médias d'information fonctionnent ouvertement dans l'espace public alors qu'une grande partie de la désinformation est produite hors-radar sur les applications de messagerie sociale, il n'est donc pas facile de tenir pour responsables les personnes impliquées. La campagne pour la [Journée mondiale de la liberté de la presse](#) (3 mai 2020) a renforcé ce constat : un journalisme sans crainte ni complaisance est particulièrement vitale pendant la pandémie.

Dans le cadre de la campagne, l'UNESCO - comme d'autres acteurs des Nations Unies - exhorte les gouvernements à ne pas imposer de restrictions à la liberté d'expression qui pourraient nuire au rôle essentiel du journalisme indépendant. Au contraire, les États sont encouragés à reconnaître le journalisme comme un pouvoir contre la désinformation - même lorsqu'il génère des informations vérifiées et des opinions éclairées qui peuvent déranger des personnes détenant le pouvoir. Le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO partage également de bonnes pratiques telles que la reconnaissance officielle des médias en tant que service essentiel qui, sous réserve d'indépendance et de transparence, mérite également le soutien de l'État, en ces temps de turbulence économique.

L'UNESCO s'efforce de renforcer le professionnalisme du journalisme dans la couverture de cette crise. Un appel à la coopération lancé par l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication (AIERI) a permis de lancer 20 traductions de la publication "[Journalism, 'Fake News' and Disinformation: A Handbook for Journalism Education and Training](#)" (Journalisme, fausses nouvelles & désinformation: manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme). Un cours en ligne ouvert à grande échelle, qui sera déployé dans plusieurs langues, est en cours d'élaboration avec la chaire UNESCO en communication de l'Université d'Austin, au Texas.

En ce qui concerne la « transmission » de la désinformation, l'UNESCO œuvre à promouvoir l'universalité de l'Internet comme moyen d'aligner le développement numérique sur le développement durable. Cela implique de faire progresser les normes basées sur les principes [D.O.A.M convenus par nos États membres](#).

En conséquence, nous travaillons avec les sociétés Internet, les gouvernements, la société civile et d'autres acteurs pour garantir que l'Internet respecte les droits de l'homme, soit ouvert, accessible à tous et régi par des processus multipartites. La série de [publications de l'UNESCO sur la liberté d'Internet](#) fournit des indications sur la manière dont les réseaux numériques peuvent respecter la liberté d'expression et la vie privée, tout en évitant les discours de haine et la radicalisation de l'extrémisme violent qui se combinent avec la désinformation.

Du côté « récepteur » / « demande », l'UNESCO diffuse des messages clés d'information sur la santé publique, en partenariat avec des agences comme l'OMS, afin de fournir des faits faisant autorité qui peuvent contredire les contrevérités avec des informations véridiques. Cette activité est mise en œuvre par le biais de réseaux dans les médias, dont les radios communautaires et les radiodiffuseurs publics, et via les propres canaux de médias sociaux de l'UNESCO.

L'UNESCO renforce également la résilience des publics en intensifiant ses initiatives en ligne d'éducation aux médias et à l'information. Il s'agit de cultiver la pensée critique et la participation consciente aux communications. Par exemple, grâce à de nombreux partenaires, l'Organisation accélère sa promotion des hashtags #PenserAvantDePartager, #PenserAvantDeCliquer et #PartagerLeSavoir.

Un hackathon mondial « CodeTheCurve », en partenariat avec IBM et SAP, a recruté des jeunes du monde entier pour proposer des solutions technologiques afin d'aider à contrer la crise. Des institutions du patrimoine documentaire sont mobilisées pour fournir des perspectives sur la manière dont les pandémies précédentes ont été traitées et les leçons qui en sont ressorties. Quatre projets spéciaux ont été approuvés par le Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication (PIDC) afin d'[aider les journalistes à répondre au coronavirus](#) en Afrique de l'Est, en Afrique australe, en Inde et dans les Caraïbes. Les activités visant à promouvoir la science ouverte et les ressources éducatives ouvertes, ainsi que l'innovation dans les technologies numériques à travers des campagnes comme #NeDevenezPasViral et #PartagezL'information, font également partie du tableau.

Le Secteur travaille également au sein de la Commission sur le haut-débit qui a reconnu l'importance de l'accès à l'information dans la réponse à la crise et supervise les [recherches du Groupe de travail de la Commission sur la liberté d'expression et la désinformation](#).

[À bien des égards](#), l'UNESCO fait valoir que les droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information sont de puissants remèdes aux dangers de la désinformation.

Ce sont ces droits qui permettent aux gouvernements et au public de prendre des décisions concernant les politiques et les pratiques qui soient fondées sur des preuves, ainsi que de mettre en œuvre et surveiller les réponses à la pandémie qui soient fondées à la fois sur la science et sur les valeurs des droits de l'homme. Sur cette base, le travail de l'UNESCO dans le domaine de l'information et de la communication peut aider l'humanité à traverser les défis actuels de la manière la plus optimale possible.

Méthodologie

Les résultats présentés ici sont le résultat d'une recherche documentaire effectuée par les auteurs, avec des contributions fournies par les collaborateurs de recherche suivants : Denis Teyssou (AFP), Clara Hanot (EU Disinfo Lab), Trisha Meyer (Vrije Universiteit Brussel), Sam Gregory (Témoignage) et Diana Maynard (Université de Sheffield).

L'ensemble de données sur lequel les résultats sont basés se compose d'un échantillon de [plus de 200 articles](#), notes d'orientation et rapports de recherche. Cet ensemble de données a été identifié par les chercheurs, qui ont systématiquement recherché les bases de données publiques sélectionnées par le Réseau international de vérification des faits (IFCN) du Poynter Institute, et l'Index sur la censure, l'Institut international de la presse (IPI) et First Draft News, ainsi que les sites d'information en ligne, les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les

professionnels de santé, les ONG, les *think tanks* et les publications universitaires. Les mots clés utilisés étaient les suivants : désinformation, mésinformation, COVID-19, coronavirus, épidémie et pandémie.

La recherche visait à inclure des sources provenant de pays de tous les continents, y compris si possible (selon les capacités linguistiques des chercheurs), des documents dans d'autres langues que l'anglais. Ces sources collectées ont maintenant été regroupées dans une base de données qui sera continuellement mise à jour au cours des prochains mois et qui est accessible au public [en cliquant ici](#). Bien que la désinformation évolue rapidement et soit de grande envergure, cette note d'orientation représente des conclusions basées sur un instantané des matériaux sources contenus dans cette base de données, au 10 avril 2020.



Programme multi donateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes



Note d'orientation 2
DÉSINFODÉMIE:
[Dissection des réponses à la désinformation sur le COVID-19](#)

Les auteurs

Dr. Julie Posetti est directrice globale de la recherche au Centre international des journalistes (ICFJ). Elle est également chercheuse principale affiliée au Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield (CFOM) et à l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme de l'Université d'Oxford.

Le professeur Kalina Bontcheva est professeure en sciences informatiques et membre du Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield (CFOM).



Cette note d'orientation a été soutenue par le Centre international des journalistes (ICFJ), qui [soutient les journalistes travaillant en première ligne de la désinformation dans le monde entier](#), afin de garantir que des informations de santé publique précises, fiables et vérifiables atteignent les communautés partout dans le monde.

